



**SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE**

DU 31 JANVIER AU 02 FÉVRIER 2024

L'HÔTEL DE VILLE DE YAOUNDÉ




ZÈME ÉDITION

Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

# LA VOIX DES ENTREPRISES

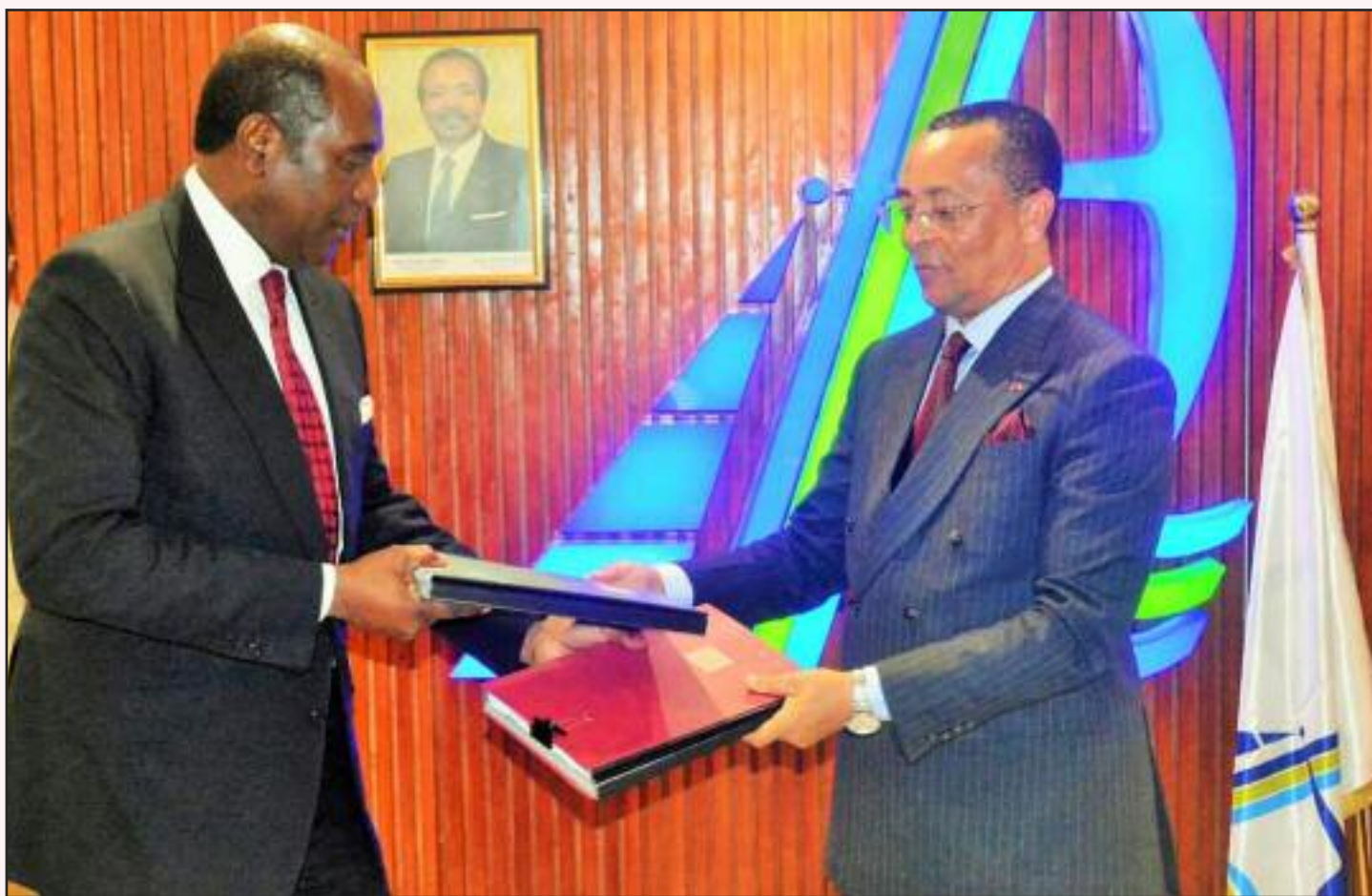
N° 033 du Mercredi 27 Décembre 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem



**CAPITAL MARKET**

## Cameroon to Mobilize 1,647 Billion FCFA in 2024

PAGE 6



## AMÉNAGEMENT PORTUAIRE

# Le PAD et Sapro Logistics liés par un partenariat

L'accord portant aménagement d'une zone logistique et d'un parking d'attente des camions en zone aval du Port de Douala-Bonabéri a été paraphé entre Cyrus Ngo'o, DG du Port Autonome de Douala (PAD) et Paul Obambi, PDG du Groupe Sapro Mayoko, et Administrateur Directeur de Sapro Logistics Cameroun, le 21 décembre 2023.

Page 7

## DOCTORAT PH.D



## Mention très honorable pour Blaise Moussa

PAGE 2

## BANKING SECTOR

# BGFI Holding obtains ISO 9001 Certification

PAGE 6

## PERFORMANCE DIGITALE



## Yunus S.A. « Cameroon Digital Boost 2023 »

PAGE 3

## ENTREPRISES

## VINS ET SPIRITUEUX

**C'est ce que renseigne les procès-verbaux des décisions mixtes du 28 novembre 2023 déposés chez le notaire et auprès du greffe sis au Tribunal de première instance de Douala-Bonanjo le 14 décembre 2023.**

## BVS dissout, Mimbo reprend le patrimoine

À la lecture des dites décisions, l'actionnaire unique décide de la dissolution par anticipation de la société BVS Cameroun SA dans ses branches production et distribution, avec transmission universelle de son patrimoine à Mimbo International SA, une société de droit mauricien. Dans la même mouvance, Didier Maillard a été désigné mandataire ad hoc pour assurer la transmission universelle du patrimoine à la société mauricienne au moment où BVS affichait un capital production de 3,79 milliards de FCFA contre 1 milliard pour la section distri-

bution selon les dernières mises à jour. Bien que la dissolution du groupe BVS Cameroun SA se soit opérée sans aucune liquidation apparente, il faut rappeler que si au bout de 30 jours aucune contestation judiciaire n'est observée, la dissolution rentrera dans son effectivité soutiennent des spécialistes en la matière.

Lancée en 2017 par Guillaume Sarra (ex DGA des Sabc) avec un investissement soutenu estimé à 12 milliards de FCFA de l'État camerounais, investissement claqué sur la Loi d'avril 2013 révisée en 2017 et portant incitation à l'investissement privé ; BVS Cameroun SA présen-



tait déjà des signes d'essoufflement quelques années après son lancement. Entre 2017 et 2021, elle va enregistrer une perte cumulée de 15 milliards de FCFA, suivi d'une recapitalisation de 3 milliards de FCFA fin 2019. Fin 2022, face

à une situation devenue insoutenable, l'entreprise va profiter des fêtes de fin d'année pour vider ses stocks, s'en suivra la vente progressive de ses équipements de production. Alors que la dissolution en cours de l'entreprise vinicole semble tra-

duire un nouvel aveu d'échec pour l'entrepreneuriat privé tel que soulignent certains acteurs de la filière, il faut tout de même constater que les ambitions prônées par BVS Cameroun SA resteront lettres mortes. En effet, le groupe projetait à terme de lancer la production des vins locaux, de relancer la culture de la vigne au Cameroun, de procéder à la récolte et à la transformation des fruits locaux (Jus de fruits, concentrés et/ou extraits d'ananas, mangue...) pour les mettre à la disposition de la consommation locale et internationale.

**Martial Obiona**

## DOCTORAT PH.D

**Le 21 décembre 2023, l'actuel Directeur général de la Cameroon Water Utility (Camwater) a soutenu une thèse de Doctorat Ph.D, en droit public dans la salle des actes du complexe de la professionnalisation.**

## Mention très honorable pour Blaise Moussa

« La stratégie juridique de prise en charge de l'évasion fiscale en zone Cemac », c'est le thème de la thèse de Doctorat Ph.D en Droit Public soutenu par Blaise Moussa, l'actuel Directeur général de la Cameroon Water Utility (Camwater), le 21 décembre dernier à 14 heures dans la salle des actes du complexe de la professionnalisation. Un exposé, présenté avec maestria par Blaise Moussa, qui lui a valu la mention très honorable, avec encouragements du jury, qui a salué la qualité exceptionnelle du travail présenté.

Pour le candidat désormais Dr Ph.D, il a au cours de cette soutenance dé-

montré sur la base de la thématique une série de constats et suggestions. « Il est question de s'appesantir sur la thérapie envisagée par les Etats de la Cemac pour cerner, puis contenir, voire éliminer ce Phénomène pernicieux d'évasion fiscale, dans un contexte où lesdits Etats peinent à couvrir leurs charges de fonctionnement et d'investissements dans des dédales économiques et politiques de Complexification de leurs missions, de Paupérisation, de leurs populations, de rétrécissement des concours financiers des partenaires au développement et d'accentuation de la concurrence internationale, dans tous les secteurs », a élucidé le

candidat.

En effet, comme il est de leur nature, les Etats recherchent la satisfaction d'intérêt des populations situées dans cet espace communautaire, ce qui passe par l'amélioration sans cesse continue de leurs conditions de vie. Pour effectivement y parvenir, les gouvernements se doivent donc de mobiliser autant que possible les ressources fiscales internes, sans cesse plus nombreuses. En effet, ils doivent se constituer un patrimoine susceptible de résoudre les problèmes soulevés en zone Cemac et au plan interne.

D'après l'exposant, la présente étude permet de nouer sa trame autour de l'évaluation de la perti-



nence des dispositifs fiscaux en vigueur au sein la Cemac afin de voir dans quelle mesure lesdits dispositifs sont susceptibles d'aider ces pays à lutter, de manière appropriée, contre l'évasion fiscale.

« Il s'est agi ainsi pour nous de construire une série de questionnements autour de la capacité des dits systèmes fiscaux ainsi

● **Blaise Moussa DG de la Camwater lors de la soutenance de son Doctorat Ph.D.**

répertoriés, à opérer de façon efficace des stratégies et politiques publiques visant à prévenir, à appréhender, à lutter et, enfin de compte, à sanctionner cette forme affinée de fuite fiscale, la finalité essentielle étant alors, pour les pouvoirs publics opérant dans cet ensemble, l'amélioration de l'optimalité de ces systèmes fiscaux », a relevé Blaise Moussa.

Le nouveau Dr Ph.D a en outre fait savoir que l'intérêt poursuivi par ce travail est de porter l'attention sur le caractère pernicieux de l'évasion fiscale. Un intérêt qui se décline à la fois au plan théorique et pratique.

**Raphael Mforlem**

**CAMEROON DIGITAL BOOST 2023**

**Le mouvement Give Back To Mama de Samuel Ervé Mandeng, a récompensé les hommes et femmes qui se sont démarqués par des initiatives, projets porteurs et innovants dans le secteur du Digital au Cameroun en 2023. La cérémonie a eu lieu le 22 décembre 2023.**

**Des récompenses de bonnes performances aux acteurs du digital**

La Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts (Capef), a servi de cadre à la tenue de la cérémonie de remise de prix aux Camerounais qui se démarquent à travers des projets porteurs dans le secteur du Digital au Cameroun. En effet, l'événement qui connut la présence des chefs d'entreprises, porteurs de projets dans le domaine du digital, des invités et hommes de médias venus immortaliser la circonstance a brillé le 22 décembre dernier par la remise solennelle de distinctions aux récipiendaires, par Cameroon Digital Boost et Give Back To Mama. De façon chiffrée, ce sont au total sept prix qui ont été décernés aux lauréats triés sur le volet dans le domaine du digital au Cameroun. Il s'agit en détail du prix « Personnalité socialement engagée », décerné à Pauline Cathérine

Mutlen, Présidente de l'Association des femmes du Minpostel (La Tutelle), du prix « Meilleure initiative Digital », attribué à la journaliste, DP du site d'informations Recapinfo, Odile Pahai, du prix « Give Back To Mama », attribué à Jean Brice Mani Zang, Président du Ciieda, du prix « Bénévolat de l'année », décerné à Cyrille Tachoula Fokam, (photographe), du prix « Meilleure réalisation », concédé à Joseline Pokam epse Wouokam, Présidente de Golden Africa Builders Association (Gaba) et enfin du prix « Cameroon Digital Boost 2023 », décerné à Jehu Ndoumi, Founder et CEO de Yunus S.A. Des distinctions, couronnement d'un travail ardu et de longue haleine, comme le confie Pauline Cathérine Mutlen, présidente de «La Tutelle». « C'est un prix de reconnaissance d'un travail réalisé, d'une cause qu'intime-



ment j'odyssais à travers les différents mouvements associatifs que nous avons au Cameroun. Et nous avons découvert une passion à travailler dans le communautaire, qui est un élan d'humanitaire que nous avons développé à travers le mouvement associatif La Tutelle, sous ma houlette du Minpostel, qui nous a grandement ouvert cette porte en marge de nos hautes fonctions admi-

Les lauréats de Cameroon Digital Boost 2023.

nistratives. Nous avons pu former 3 000 femmes dans le domaine du digital et contribué à leur autonomisation. Ce qui a permis à certaines d'être aujourd'hui propriétaires d'entreprises et développent des chiffres d'affaires exponentiels. En guise de perspectives, nous entendons mettre en place au Cameroun une plateforme de référencement des femmes à travers le digital pour que les Camerounais de l'extérieur et les étrangers puissent solliciter ces femmes aux expertises diverses ». Pour Samuel Ervé Mandeng, initiateur du mouvement Give Back To Mama, « La symbolique de ces prix décernés ce jour, c'est tout d'abord de faire un pont entre expertise de l'étranger, le savoir-faire et les réalisations des Camerounais du terroir dans le domaine du digital. Nous avons commencé par remettre un Prix au Ministère des postes et télécommu-

nication, Libom Li Likeng, afin de reconnaître son leadership auprès de l'entrepreneuriat social. Et aujourd'hui nous sommes très heureux de remettre également ces prix à d'autres Camerounais porteurs des projets innovants dans le secteur du Digital. Notre souhait, c'est de voir d'autres camerounais qui vivent à l'étranger, emboîter le pas, afin de redorer le blason du Cameroun dans le secteur du Digital », a-t-il confié. Officiellement lancés le 16 juin 2021, Give Back To Mama et Cameroon Digital Boost sont un mouvement qui mobilise les Camerounais de l'étranger en vue de booster l'industrie du numérique, favoriser la création des ponts d'expertises et des initiatives entre les Camerounais de l'étranger ceux du terroir.

Raphael Mforlem

**PERFORMANCE DIGITALE**

**Officiellement lancée le 5 avril 2023 à Yaoundé et aujourd'hui véritable facilitateur de services financiers au Cameroun, la start-up a reçu ce prestigieux prix, lors de la 2e édition de Give Back To Mama, le 22 décembre.**

**Yunus S.A. « Cameroon Digital Boost 2023 »**

À peine un an d'existence, Yunus S.A. et sa plateforme Yunus Pay, se démarquent au sein de l'opinion camerounaise, à travers les produits et services accessibles à tous et à moindre coût. Parmi ces services, l'on peut citer entre autres le E-bank, le paiement électronique, le micro-crédit, la micro-assurance, des smartphones de dernière génération, kit solaire... Véritable transformation digitale au Cameroun, Yunus Pay, se veut un réducteur de la fracture numérique, met en œuvre un système de gouvernance électronique et accroît le taux de pénétration d'Internet dans le pays. Bénéficiant des infrastructures de la Campost, via le partenariat qui

unit les deux structures, Yunus S.A. répond ainsi aux attentes des Camerounais en terme de services financiers. En outre, la start-up prône les valeurs d'inclusion financière en favorisant l'accès aux services financiers adaptés à tous et permet l'envoi et la réception d'argent de manière sécurisée, rapide et à faible coût ; accompagne les Camerounais dans la réalisation de leurs projets avec la possibilité de souscrire à un crédit, tout en leur permettant de faire face aux aléas de la vie grâce aux solutions d'assurance personnalisables. Aussi, Yunus promeut des valeurs d'inclusion sociale via les nouveaux services offerts en partenariat avec la Campost. Des services qui contri-

buent à démocratiser l'accès aux services sociaux de base, améliorent les opportunités en terme de bien-être et de dignité des populations Camerounaises et offrent aux clients de Campost un accès facile à l'usage des technologies innovantes au travers de leurs téléphones mobiles. Des services qui auparavant étaient uniquement disponibles auprès des banques, compagnies... En démocratisant l'accès au service bancaire, Yunus S.A. devient une start-up de services intégrés mobiles d'inclusion financière et sociale qui permet d'offrir un accès facile et à moindre coût aux services financiers essentiels tel que le paiement électronique des biens et services.



Jehu Ndoumi, Founder et CEO de Yunus SA, reçoit le prix « Cameroon Digital Boost 2023 »

En clair, faire du digital un outil d'inclusion financière au service des populations via une panoplie de services pour les besoins quotidiens de tout un chacun, est l'objectif fondamental de Yunus S.A. Ce faisant, la start-up contribue à réduire les inégalités, à tisser de nouvelles solidarités et à pro-

duire de l'innovation sociale au Cameroun et en Afrique. Une digitalisation des services financiers, clé de la croissance et du développement économique. C'est pour magnifier cette innovation digitale au service du secteur financier que Jehu Ndoumi, Founder et CEO de Yunus S.A. s'est vu décerner le 22 décembre 2023, le prix « Cameroon Digital Boost 2023 », lors de la cérémonie solennelle de remise des distinctions aux hommes et femmes qui se démarquent dans le domaine du digital. Un événement organisé par Cameroon Digital Boost et le Mouvement Give Back To Mama, que chapeaute Samuel Ervé Mandeng.

Raphael Mforlem

## BANKING AND FINANCE

### FINANCING OF SMES

Financial stakeholders have joined Cameroon via the Minister of Trade, Luc Magloire Mbarga Atangana to formalize the modalities and the commitments necessary for the launch of inclusive Bonds Issue by 2024. This was during a workshop held in Yaounde on December 19.

## Inclusive Bonds Issues Planned for 2024

Initiated in 2020 by the FinAfrique firm, this Inclusive Bonds concept aims to improve the conditions for access to financing for the most vulnerable entrepreneurial stratum constituted by very small and medium-sized enterprises (SMEs) and the informal sector. It consists of raising funds on the financial market (Bvmac), allocated to local microfinance institutions so that they finance SMEs and the informal sector. For the pilot phase, two sectors are targeted. It is about artisanal processing and cross-border trade, hence the strong involvement of the Minister of Commerce. Luc Magloire Mbarga Atangana who also chaired the closing ceremony of the

dialogue workshop on the Inclusive Bonds project and received the executive Director of FinAfrique, Fabrice Kom Tchuenta.

« The main form of formal financing available to this segment of the private sector is microfinance. Indeed, the popularity of microfinance institutions reveals a financing model adapted to small economies, but this sector unfortunately has insufficient resources to meet the demand facing it. Moreover, the practice of usurious rates by many microfinances increases the repayment conditions for borrowers, which does not facilitate their access to a higher level of their activity », says, Fabrice Kom Tchuenta.



This consulting firm, whose vocation is to support African institutions in their quest for performance, explains that its approach thus consists « in proposing a new financing mechanism that takes into account the socio-cultural and economic characteristics of Africa specific to SMEs and informal

activities ». This financing, he says, presents itself as both an “alternative” and a “complement” to the already existing financing, but above all an “affordable financial solution” for vulnerable entrepreneurial strata.

As part of this concept, the state and the financing institutions are responsible for selecting a “credible” microfinance institution to play the role of issuer. It is then the responsibility of this microfinance, to select for a given sector groups / cooperatives that have demonstrated good operational and financial governance, because it is the latter who proceed to the designation, within their members, of the borrowers (designated bene-

ficiaries).

The FinAfrique firm also indicates that this project has gathered around it a working Group in which international institutions such as the United Nations Development Program (Undp) which also provides financial support to this initiative, the Economic Commission for Africa (ECA), Cooperation Fund (Fagace), the African Solidarity Fund, the Regional Securities Exchange (Brvm), the Central African Securities Exchange (Bvmac) among others, as well as public administrations such as the Ministry of Trade and the Ministry of Finance (Minfi) for Cameroon.

Sorelle Ninguem

### INDUSTRIAL SECTOR

According to a survey on the business climate in the industrial sector, recently published by the Ministry of the Economy, Planning and Territorial Development (Minepat), 81 % of business leaders find the tax burden rate high, 18 % find it average and 1 % consider it low.

## Cameroon Records High Tax Burden Rate

More than half of the bosses of the 1,000 companies surveyed believe that they do not have good relations with the customs, tax and other departments. In general, the study emphasizes, the bosses of the industrial sector think that taxation is heavy in Cameroon. Estimated at 11.8 % of GDP in 2022, the tax burden rate reached 12.6 % in 2023, according to the Directorate General of Taxes (DGI) of the Ministry of Finance, which projects it at 13.55 % in 2024. For the DGI, the tax bur-



den in Cameroon still remains lower than the African average estimated at 17.2 %, as well as international standards. “It is generally accepted that the share of compulsory levies in national wealth must

reach at least 25 % to be significant and generate real development,” says the DGI. According to financial experts, the problem of taxation in Cameroon is not pressure, but tax fairness. Indeed, the

tax burden in the country is essentially borne by a tiny number of taxpayers, especially large companies, while many potential taxpayers escape the tax authorities. In its recent report on governance and corruption in Cameroon, the International Monetary Fund (IMF), indicates that “large formal companies in Cameroon are burdened not only by a high overall tax rate, but also by unusually strict limits in terms of tax deductions”.

The Bretton Woods Institution informs that « high effective tax charges on the

profits of formal companies favor informality and the erroneous declaration of profits and turnover ». It proposes to Cameroon to reduce the legal rates of corporate tax, minimum tax and flat-rate (liberatory) and simplified taxation systems provided for in the General Tax Code. Since 2020, the Inter-employer Grouping of Cameroon (Gicam) deplores the “confiscatory” nature of the tax, the general corporate rate of which is 33 % (including the local council surcharge), while the minimum tax is 2.2 % of turnover.

SN



*La rédaction du journal*  
**LA VOIX DES ENTREPRISES**  
*adresse à ses lecteurs et abonnés*  
*un joyeux Noël et une Bonne Année*  
**2024.**

## BANKING AND FINANCE

### CAPITAL MARKET

*The Cameroonian Treasury have plans to activate on several markets to cover its cash deficit and financial expenses the upcoming year. This will be possible through the diversification of financial instruments to the extension of maturities with the possibility of raising interest rates to adapt to a complex environment.*

## Cameroon to Mobilize 1,647 Billion FCFA in 2024

Cameroon's budget for the 2024 financial year is balanced in terms of resources and jobs at the sum of 6,740.1 billion FCFA, against 6,726.9 billion FCFA in 2023, an increase of 13.2 billion FCFA in absolute value and 0.2% in relative value. From the point of view of its balance, the budget for the 2024 financial year shows an overall deficit balance of 125.4 billion against 226.3 billion in 2023, a decrease of 100.9 billion. In addition to this deficit, the government will have to cover several financing and treasury expenses, in particular : the amortization of the external and internal debt valued at 1,128.5 billion ; the clearance of the outstanding Treas-

ury/ unstructured debt for 220.0 billion ; the payment of correspondents to the tune of 19.7 billion ; the repayment of VAT credits of 84 billion. That is, a global financing need estimated at 1,577.7 billion FCFA against 1,950.3 billion FCFA in 2023.

Thus, the public debt strategy document and public debt management for the 2024 financial year evokes a public debt of 1,647 billion FCFA, representing approximately 5.3% of Gross Domestic Product (GDP). In order to meet this need, the government intends to use the central bank's money market as well as the sub-regional and international financial markets.

Initially, it is planned to mobilize 1,041 billion

FCFA through external loans, or 63.2% of the total amount. In this category precisely, including 907 billion FCFA of project loans and 134 billion FCFA of budget support. Among the planned operations, the state is thinking of issuing a eurobond of 400 billion FCFA. This third foray of the country on the international markets is down by 50 billion FCFA compared to the 450 billion FCFA captured in 2021 at an interest rate of 5.95 %.

The second source of financing envisaged by the State concerns the mobilization of 606 billion FCFA to be disbursed through domestic loans, thus representing 36.8 % of the total amount. Among these loans from internal sources, 375 billion FCFA will come from



the issuance of Equivalent Treasury Bonds (OTA) on the common money market to the CEMAC states (Cameroon, Congo, Chad, Gabon, Equatorial Guinea and Central African Republic). For this operation, the Cameroonian government plans to extend bond maturities ranging from two year maturity to 10 years, knowing that the end-of-period stock of Assimila-

ble Treasury Bills (Btas) should stabilize at 231.2 billion FCFA.

In a context marked by increase in the main interest rates on international and regional markets, as well as an absence of depth in the Beac securities market, the policy of mobilizing these new financing "is focused on the realization of projects with a priority and whose terms and conditions of the new loans will improve the cost and risk profile of the public debt portfolio," argues an official of the Cameroonian Ministry of Finance. This Strategy aims to mobilize the resources necessary to finance the budget deficit, while ensuring that the public debt ratio is kept below 50 % of GDP.

*Sorelle Ninguem*

### BANKING SECTOR

*The Chairman and CEO of the BGFI Bank Group, Henri Claude Oyima has received the ISO 9001 certification version 2015 document on December 15, 2023. It marks the consecration of the financial group in compliance with the international standard which establishes the requirements to the quality management system.*

## BGFI Holding obtains ISO 9001 Certification

This certification is a recognition of our commitment to provide quality services to our subsidiaries, relevant stakeholders and to continuously improve our performance », reacted Henri Claude Oyima, on the occasion of the ceremony of handing over to BGFI Holding Corporation. This pan-African financial institution has thus taken another important step in its Dynamic 2025 business plan, through this certification which marks the recognition of the operational efficiency

and quality management system implemented by BGFI Holding Corporation during the year 2023.

The ISO 9001 version 2015 certification is an international standard that establishes the requirements for the quality management system. It is designed to help organizations ensure the satisfaction of their stakeholders, improve their financial strength and financial performance. « In order to guarantee the common vision of building an African Financial Group for the world, it is imperative to accele-



rate the finalization of all the priorities identified in our Dynamic Business Project 2025, then continue to reinvent ourselves in order to consolidate the status of partner for the

future of all our relevant stakeholders », added Henri Claude Oyima.

It was following an initial audit conducted by the Bureau Veritas firm from October 16 to 18, 2023, that BGFI Holding Corporation obtained the said certification. According to the Africa manager of Bureau Veritas, Mathieu Gratini, BGFI Holding Corporation has received this certification in relation to its compliance with the requirements applicable to the ISO 9001 : 2015 standard.

This certification is in addition to previous

ones received by this financial group. In particular, the AML 30,000 and MSI 20,000 certifications, standards certifying the technical compliance and effectiveness of anti-money laundering and anti-terrorist financing (AML/FTP) devices. Henri Claude Oyima plans for the coming months, the finalization of the implementation of the quality approach of subsidiaries not yet certified to the ISO 9001 Standard, before the end of the dynamic Business Project 2025.

*S. N*

## AMÉNAGEMENT PORTUAIRE

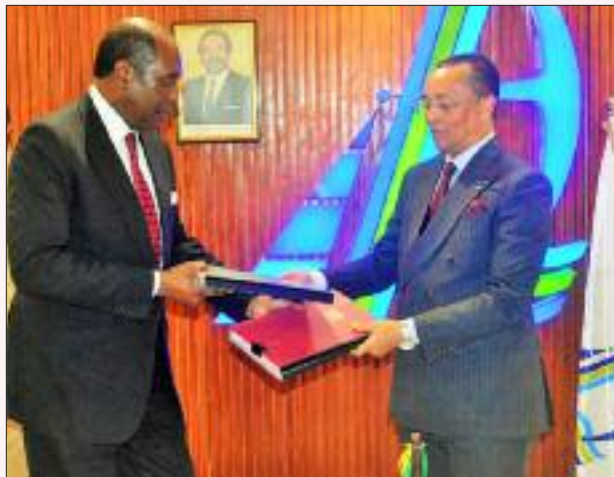
**L'accord portant aménagement d'une zone logistique et d'un parking d'attente des camions en zone aval du Port de Douala-Bonabéri a été paraphé entre Cyrus Ngo'o, DG du Port Autonome de Douala (PAD) et Paul Obambi, PDG du Groupe Sapro Mayoko, et Administrateur Directeur de Sapro Logistics Cameroun, le 21 décembre 2023.**

### Aménagement portuaire

C'est un nouveau déploiement en termes d'équipements, d'infrastructures et superstructures, que le Port Autonome de Douala (PAD) s'engage à mettre sur pied. Le projet sera déployé sur deux sites d'une superficie totale de 15 ha (Zone logistique sur 5 ha et parking de camions sur 10 ha). Le projet dont la convention a été ratifiée le 21 décembre dernier entre Cyrus Ngo'o, Directeur général du Port Autonome de Douala (PAD) et Paul Obambi, Président Directeur général du Groupe Sapro Mayoko, et Administrateur Directeur de Sapro Logistics Cameroun, de type Dbfom (Design, Build, Finance, Operate and Maintain) ou conception, construction, financement, exploitation

et maintenance, plus couramment appelée BOT (Build – Operate and Transfer ou Construction, Exploitation et Transfert), est va être exécuté en 3 ans. Sapro Logistics Cameroun doit investir les 44,4 milliards de FCFA HT nécessaire pour sa réalisation, sans aval ni caution du PAD et de l'État du Cameroun. Le partenaire du PAD va ensuite exploiter les infrastructures pendant 21 ans. Le taux de rentabilité interne (TRI) du projet sur les 24 ans est de 185,1 %.

Dans son mot de bienvenue à la forte délégation de Sapro Logistics Cameroun, le Directeur général du Port Autonome de Douala Cyrus Ngo'o a souligné que : « L'aménagement d'une zone logistique et d'un parking de camions en zone aval



du domaine portuaire fait partie des projets prioritaires retenus par le Schéma Directeur de Développement du Port de Douala-Bonabéri à l'horizon 2050, dans le cadre de l'ambitieux programme de rénovation et de modernisation des installations et des équipements portuaires ». En outre, la zone

Cyrus Ngo'o, DG du PAD et Paul Obambi, PDG du groupe Sapro Mayoko.

logistique et le parking de camions offriront des espaces commodes et sécurisés pour le stationnement des camions destinés aux opérations logistiques portuaires et pour la gestion logistique au port de certaines marchandises à l'importation à l'exportation, a tenu à préciser Cyrus Ngo'o.

Le projet qui devrait générer 250 emplois directs et environ 800 emplois indirects, « devrait désengorger des voies de desserte du port, le long desquelles stationnent continuellement des camions qui assurent le transport des marchandises (...) ou encore d'offrir des solutions de stockage et de gestion logistique des marchandises pour les opérations diverses de pré et de post-acheminement à l'impor-

tation et à l'exportation », fait savoir le PAD.

Cette nouvelle convention vient épouser le programme de rénovation et de modernisation des installations et des équipements du Port de Douala-Bonabéri, qui repose sur deux principaux axes stratégiques notamment l'amélioration de l'existant à travers la rénovation et l'optimisation des infrastructures du site portuaire actuel d'une part, et l'extension future du port vers un nouveau site portuaire en eau profonde au lieu-dit Manoka, dans l'arrondissement de Douala VI d'autre part, fait partie des projets prioritaires retenus par le schéma directeur de développement du port à l'horizon 2050.

Raphael Mforlem

## APPUI BUDGÉTAIRES SECTORIELS

**C'est ce que révèle la première édition du magazine « Le Courrier des réformes » récemment publié par le Comité de pilotage de la plateforme de dialogue sur les finances publiques.**

### Appuis budgétaires sectoriels

C'est en 2013 que le Cameroun a basculé vers le Budget Programme dont l'un des objectifs majeurs est d'aider l'Administration publique à mieux planifier et organiser ses activités. 10 ans après, le Comité de pilotage de la plateforme de dialogue sur les finances publiques revient sur les axes majeurs de cette initiative dans la première édition de son magazine « Le Courrier des réformes » paru en septembre 2023.

Au rang des réformes intervenues au cours de cette décennie, l'on peut citer : les Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS) pour la 3e génération du Contrat de désendettement et de Développement (C2D). Au cours de l'année 2022 par exemple, 03 départements ministé-

riels ont décaissé 21,5 milliards de FCFA. Le ministère de la Santé publique (Minsanté) a bénéficié d'une enveloppe de 9,45 milliards de FCFA en 2022. « De 2015 à juin 2022, 524 formations sanitaires ont été accréditées et contractualisées dans 52 Districts de santé sur les 57 que compte l'ensemble des trois régions septentrionales du pays. De plus, 113 formations sanitaires dans les 15 Districts de santé du Nord et 209 formations sanitaires dans 27 districts de santé sur les 32 de l'Extrême-Nord, pour un taux d'accréditation dans l'ensemble de 60 % », lit-on.

Le ministère de l'Éducation de Base pour sa part a reçu 7,604 milliards de FCFA. Mais il ressort qu'à cette date-là, seuls 40 % des 509 projets programmés

ont été réalisés. Des résultats influencés par le « lancement laborieux de l'exécution du budget et la difficile météorologie dans les régions septentrionales ».

Dans le cadre du Projet Filet social, le Minépat a décaissé 4,5 milliards de FCFA ; un financement qui a positivement impacté 20 000 ménages ayant bénéficié du Programme de Transfert Monétaires Ordinaires (TMO). De plus, 14 000 ménages ont reçu le transfert monétaire d'urgence (TMO) ; 4 000 ménages du Programme transfert monétaire en échange de travaux à haute intensité.

Partant sur le constat d'Eric Leboucher pour qui, « il n'y a pas de croissance sans réformes », le ministre des Finances Louis Paul Motaze fait savoir que



« 80 % des dépenses de l'Etat sont réparties par programme assorti chacun d'objectifs et d'indicateurs de performances ». De ce fait, en 136 pages, « Le Courrier des réformes » note, outre les ABS, le Comité interministériel d'examen des programmes (Ciep) qui a tenu sa première session en mai 2022 ; réformes auxquelles il faudrait ajouter l'Enquête sur le Budget

Ouvert (EBO), le séminaire régional sur la transparence budgétaire en Afrique francophone subsaharienne.

Pour ce qui est du Plan global des réformes de la gestion des finances publiques (Pgrgfp), il affiche 41 % en 2022. En vue de la recherche de la performance, des finances publiques, le gouvernement a instauré en octobre 2022, un Forum d'échanges avec les organisations de la société civile.

Au rang d'innovations, le Cameroun produit pour la première fois, un rapport sur les risques budgétaires. Annexé dans le projet de loi de finance 2023 puis celui de 2024, il devrait permettre un meilleur suivi de l'exécution du budget et des risques y afférents.

La Rédaction



2<sup>ème</sup> Edition

**SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR  
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE**

du



**2024**

**31 JAN**

**02 FÉV**



Au Musée National  
Yaoundé.

**Infolines:**



**(+237) 650 16 69 10.**



**Siveb-cmr.com**